

Fédération Luxembourgeoise de Basket-Ball

Règlements

et

Statuts

Imprimerie H. Ney-Eicher, Esch-sur-Alzette, 33, rue du commerce

Fédération Luxembourgeoise de Basket-Ball

1913 KAYL

Gilbert MAURER
23 Am Gehr
7257 HELMDANGE

Règlements

et

Statuts

Imprimerie H. Ney-Eicher, Esch-sur-Alzette, 33, rue du commerce

Préface

Chers amis et joueurs de basket-ball,

Aujourd'hui grâce à la limitation de la durée du travail, grâce à la généralisation des congés le problème des loisirs est devenu un problème social. Si ce problème n'est pas résolu les loisirs, ce grand cadeau de la technique à l'homme moderne, au lieu d'être une bénédiction, un affranchissement, une source de récréation physique, intellectuelle et morale, deviennent un fléau, une servitude nouvelle.

Dans la mesure où l'homme ne réussira pas à remplir sainement ses loisirs il risquera de se trouver détourné vers ses passions qui l'entraînent sur la pente vertigineuse du crime et de la perte. Car n'est-il pas inquiétant de constater que l'assouvissement des désirs et la passion des plaisirs ont engendré une augmentation et une aggravation de la criminalité des jeunes.

Le basket-ball est un des moyens les plus judicieux d'occuper les loisirs de la jeunesse mais encore faut-il qu'il s'agisse d'un basket-ball bien compris, qui stimule les activités physiques et intellectuelles, d'un basket-ball discipliné qui est source de joie et de camaraderie.

Ce sport d'équipe, où des joueurs unissent leurs efforts pour conquérir la palme de la victoire, ne peut se priver de règles et plus ce sport est complet plus ces règles doivent être nombreuses et fines.

La petite brochure que vous offre le comité de la F.L.B.B. servira à mieux comprendre l'organisation de la Fédération Luxembourgeoise de Basket-Ball qui est affiliée au Comité Olympique Luxembourgeois et à la Fédération Internationale de Basket-Ball Amateur, à rendre compte de l'activité de ses comités et commissions et à connaître les textes officiels qui la régissent.

Elle vous apprendra toute la valeur éducative et morale d'un des plus beaux sports qui existent et vous influencera un nouvel enthousiasme pour le basket-ball qui est devenu un instrument d'éducation moderne de premier ordre.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1950.

Aloyse WEIRICH

Président de la Fédération Luxembourgeoise
de Basket-Ball

Statuts

Chapitre I^{er}. — Dénomination, siège, durée.

Article 1^{er}. — La société porte la dénomination «Fédération Luxembourgeoise de Basket-Ball (F.L.B.B.)», association sans but lucratif.

Elle a son siège à Luxembourg. Sa durée est illimitée.

Chapitre II. — But et objet.

Article 2. — La société a pour but:

a) de favoriser le développement de l'éducation physique moderne, de l'éducation nationale et particulièrement l'organisation et la propagation de la pratique du jeu de Basket-Ball dans le pays;

b) de grouper dans son sein toutes les sociétés du pays pratiquant le Basket-Ball et de favoriser la création de nouvelles sociétés tant de basketteuses que de basketteurs;

c) de cultiver le développement de la santé physique et de l'esprit sportif de ses adhérents.

Tout gain matériel dans le chef de ses associés est exclu.

Elle s'interdit toute discussion politique ou professionnelle.

Article 3. — Elle réalise son objet par la création, la gestion, l'organisation, l'entretien et la direction de toutes œuvres poursuivant le même but.

Elle peut prêter tous concours et s'intéresser de toute manière à toutes œuvres sans but lucratif ayant un objet identique et analogue au sien.

Article 4. — La F.L.B.B. est affiliée à la Fédération Internationale de Basket-Ball Amateur (F.I.B.A.).

Chapitre III. — Composition.

Article 5. — La F.L.B.B. se compose:

- A) de sociétés affiliées et de leurs membres;
- B) de son Comité Central et de ses commissions;
- C) de membres protecteurs;
- D) de membres honoraires;
- E) de membres neutres.

Des étrangers peuvent être admis à faire partie de la Fédération, sans pouvoir figurer comme membres du Comité Central et des commissions.

Peuvent être nommés membres protecteurs des personnes ayant rendu des services exceptionnels à la Fédération ou au Basket-Ball.

Peuvent être admis comme membres honoraires des personnes payant une cotation annuelle de 100.— francs au moins.

Peuvent être admis comme membres neutres des pratiquants n'étant affiliés à aucun club affilié et payant une cotisation annuelle de 20,— francs au moins.

Chapitre IV. — Admissions, affiliations, démissions, radiations et cotisations.

Article 6.

A. — Sociétés:

Toute société qui désire s'affilier à la Fédération est soumise aux obligations suivantes:

a) une demande d'admission, signée du président et du secrétaire de la société, doit être adressée au secrétariat de la Fédération, en même temps qu'une déclaration, signée par les mêmes personnes, reconnaissant, au nom de la Société les statuts et règlements de la F.L.B.B. et déclarant s'y soumettre;

b) la Société doit désigner à la Fédération ses couleurs et insignes. Les couleurs sous lesquelles elle pratiquera et la façon dont ces couleurs sont disposées doivent être approuvées par la Fédération;

c) elle est tenue de remettre à la F.L.B.B. un exemplaire de ses statuts et

d) elle est tenue d'indiquer la composition de son comité (noms, prénoms et adresses des membres) et son siège. Toute société admise à la F.L.B.B. est tenue de pratiquer le Basket-Ball.

B. — Membres protecteurs et membres honoraires:

La nomination, respectivement l'admission des membres protecteurs et des membres honoraires est prononcée par le Comité Central.

Article 7. — Dès que la demande d'admission d'une société a été acceptée par le Comité Central, le secrétaire général de la Fédération mettra à la disposition de la société des cartes d'affiliation.

Ces cartes, de la forme d'une carte postale, seront revêtues d'une formule imprimée, mentionnant les renseignements nécessaires à l'affiliation. Ces formules sont à remplir et à renvoyer au Secrétariat par la Poste. Le Secrétariat les classera par ordre alphabétique, après y avoir mentionné la date d'entrée qui sera toujours celle indiquée sur le cachet de départ apposé par l'Administration des Postes.

Les sociétés et groupements sportifs sont obligés de faire affilier tous leurs membres actifs ainsi que ceux de leur comité et de leurs commissions.

Un membre actif ne peut être affilié que par un seul club.

Article 8. — La qualité de membre de la Fédération se perd:

- a) par la démission;
- b) par la radiation.

Article 9. — Les démissions des sociétés doivent être envoyées au Secrétariat de la Fédération par lettre recommandée.

Elles ne peuvent être acceptées que si la Société a liquidé toutes les dettes qu'elle a contractées, soit auprès de la Fédération, soit auprès d'une société affiliée.

L'acceptation ou le refus de la démission est réservé au Comité Central.

Au reçu d'une démission, le Secrétaire Général est tenu de la publier dans l'organe officiel en demandant aux autres sociétés affiliées de faire connaître par écrit et dans les 8 jours au Comité Central, les sommes pouvant leur être dues par la Société démissionnaire.

Article 10. — La demande de démission de la Société et de ses membres affiliés sera acceptée par le Comité Central, dès que toutes les dettes dont il est question ci-dessus sont soldées.

Article 11. — La radiation d'une société et resp. de ses membres affiliés pourra être prononcée par le Comité Central, dans les cas suivants:

- a) pour non paiement de dettes;
- b) pour infraction grave aux règlements et aux statuts;
- c) pour agissements contraires aux intérêts du Basket-Ball et de la F.L.B.B.

Toutefois elle ne pourra être prononcée qu'après que le Comité Central aura entendu la défense de la Société ou du membre inculpé.

Article 12. — Tous les membres affiliés d'une société exclue ou démissionnaire sont solidairement responsables des dettes contractées par la société vis-à-vis de la Fédération ou d'autres sociétés affiliées.

Article 13. — Les sociétés ou membres affiliés pourront être astreints, par une décision de l'Assemblée, à payer des cotisations annuelles dont l'import est fixé par l'Assemblée Générale.

Article 14. — Les sociétés affiliées à la Fédération, qui n'ont pas rempli leurs obligations financières avant le 31 décembre, sont disqualifiées, ainsi que leurs membres jusqu'au paiement de leur dette fédérale.

La disqualification est prononcée par le Comité Central.

Chapitre V. — Administration.

Article 15. — La Fédération est administrée et dirigée par un Comité Central et, sous le contrôle de celui-ci, par des commissions techniques et autres.

Article 16. — Le Comité Central se compose du président, de 2 vice-présidents et de 6 membres ayant droit de vote et élus à l'Assemblée Générale annuelle au vote secret pour la durée de 2 ans. Il

est renouvelé par moitié chaque année. Les membres sortant du Comité Central sont rééligibles.

Article 17. — Le Secrétaire Général et le Trésorier sont désignés par le Comité Central.

Le Secrétaire Général sera, si possible, un membre neutre.

Article 18. — Chaque société ne peut être représentée au C.C. que par un seul membre, il en est de même pour toutes les autres commissions.

Un joueur actif ne peut pas être membre du Comité Central.

Au cas où un membre est révoqué au cours de l'exercice par son club, il peut néanmoins continuer à siéger au Comité Central comme membre neutre jusqu'à l'expiration de son mandat.

Article 19. — Les fonctions du Comité Central sont :

A. — L'administration générale de la Fédération et la gestion de la caisse fédérale.

B. — L'élaboration, avec l'aide des commissions, des règlements sur le sport régi par la Fédération.

C. — Les négociations avec les autres fédérations, le C.O.L, la F.I.B.A., le Conseil Supérieur d'Éducation physique et les autorités.

D. — L'admission et la démission des sociétés.

E. — L'admission et la démission de membres individuels.

F. — L'organisation des Championnats, de la Coupe, de matches internationaux et de sélections.

G. — La propagande.

H. — La désignation des membres des commissions techniques et autres et le contrôle de la gestion de ces commissions.

I. — La répartition des récompenses honorifiques.

J. — En général, les décisions sur toutes les questions se rapportant aux statuts et règlements.

Tous les membres du Comité Central sont solidairement responsables de la gestion de la Fédération.

Article 20. — Le Président dirige les travaux du Comité Central et des Assemblées Générales; il signe, conjointement avec le Secrétaire Général tous les documents et toutes les lettres engageant la responsabilité morale et financière de la Fédération.

Il représente officiellement la Fédération dans ses rapports avec les pouvoirs publics.

En cas d'absence, il est remplacé par un des vice-présidents.

Article 21. — Les décisions du C.C. sont prises à la majorité des voix présentes. En cas de partage des voix, l'affaire est remise à la prochaine séance; s'il y a de nouveau partage, la proposition est rejetée.

Le Comité Central est en nombre, si 5 membres sont présents.

Article 22. — La gestion matérielle des affaires de la Fédération est assurée par le Secrétaire Général et par le Trésorier.

Le Secrétaire Général est chargé de la correspondance générale; il a la direction du secrétariat. Il fait les rapports des séances, des Assemblées Générales et de l'activité générale de la Fédération.

Le Trésorier assure la comptabilité. Il s'occupe de tous les encaissements et fait les paiements de toutes les dépenses ordonnées par le Comité Central.

Article 23. — L'année comptable commence le 1^{er} janvier.

Article 24. — Le travail de comptabilité et la gestion financière du Trésorier sont contrôlés par 3 vérificateurs des comptes. Ils sont nommés pour 2 ans par l'Assemblée Générale annuelle. Les vérificateurs déposent leur rapport avec propositions éventuelles de modification au bilan ou au budget 8 jours avant l'Assemblée Générale annuelle au plus tard. Ils ne peuvent être membres du Comité Central ou d'une autre commission.

Article 25. — Les ressources annuelles de la Fédération se composent:

- a) des cotisations annuelles des clubs et des membres individuels;
- b) des recettes des matches organisés par la F.L.B.B.;
- c) de subventions et de dons;
- d) des intérêts produits par les fonds placés;
- e) des droits divers et des recettes de la vente des imprimés.

Chapitre VI. — Assemblées Générales.

Article 26. — Les Assemblées Générales se composent des membres du Comité Central, des membres des commissions ainsi que des délégués des sociétés affiliées.

Chaque société dispose de deux voix et peut se faire-représenter par un ou deux délégués. Ceux-ci doivent être affiliés à la Fédération pour le club qu'ils représentent et ils doivent être porteurs d'une procuration signée par le président et le secrétaire de leur club.

Ils ne peuvent faire partie ni du Comité Central ni d'une commission dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale.

Les délégués des sociétés seuls ont droit au vote; ceux qui ne peuvent produire une procuration en règle n'ont pas droit au vote.

Une procuration une fois déposée ne pourra plus être retirée en faveur d'un autre délégué.

Les clubs disqualifiés ainsi que ceux qui n'auront pas payé intégralement leur cotisation et leur dette fédérale n'ont pas droit au vote.

Article 27. — Les Assemblées Générales sont obligatoires, même pour les sociétés qui ne disposent pas du droit de vote. Tout club non représenté, à moins d'une excuse valable, est passible d'une amende dont l'import est fixé par le Comité Central.

L'Assemblée Générale décidera, sur proposition du Comité Central, si l'excuse, à présenter avant l'Assemblée Générale, est valable ou non.

Les délégués sont tenus d'assister aux Assemblées Générales du commencement jusqu'à la fin, sous peine d'une amende à fixer par le Comité Central. Si, pour un motif quelconque, un délégué est obligé de s'absenter avant la fin de l'Assemblée Générale, il devra en aviser le président.

Article 28. — La date, l'heure et l'endroit des Assemblées Générales, ainsi que le bilan, le projet du budget annuel et l'ordre du jour détaillé sont portés à la connaissance des intéressés au moins 15 jours d'avance.

L'endroit des Assemblées Générales est fixé par le C.C.

Article 29. — Les Assemblées Générales sont en nombre, si la majorité des clubs admis définitivement est régulièrement représentée.

Les décisions des Assemblées Générales sont souveraines. Elles sont prises à la majorité absolue des suffrages et au vote secret, si la demande en est faite.

Le Secrétariat de la Fédération adressera aux clubs dans le mois qui suit l'approbation du procès-verbal des Assemblées Générales par le Comité Central, les modifications et ajoutées apportées aux statuts ou règlements de la F.L.B.B.

La publication officielle du rapport dûment approuvé devra avoir lieu dans les 15 jours suivant l'Assemblée Générale.

Article 30. — Dans des cas exceptionnels, le Comité Central peut prendre par referendum des décisions réservées aux Assemblées Générales. Un exposé exact de la question à trancher sera communiqué aux clubs ayant droit de vote, soit par l'organe officiel, soit par lettre circulaire.

Les clubs sont tenus de voter par lettre recommandée endéans les 15 jours qui suivent la publication resp. la communication.

Les abstentions motivées doivent également être portées à la connaissance du Secrétariat; les clubs qui n'observeront pas les délais indiqués sont passibles d'une amende à fixer par le Comité Central. Le résultat du vote, qui restera secret, est publié à l'organe officiel; il est sans appel.

Article 31. — L'Assemblée Générale annuelle de la F.L.B.B. a lieu au mois de janvier.

Sont portées à l'ordre du jour toutes les questions et propositions adressées au Comité Central un mois avant l'Assemblée Générale par les commissions ou clubs affiliés et admises après examen par le Comité Central comme n'étant pas contraires aux intérêts de la Fédération.

Les propositions de candidatures doivent parvenir au Secrétariat de la Fédération avant le 1^{er} janvier.

Article 32. — L'ordre du jour de l'Assemblée Générale comprend :

- a) appel des délégués et vérification de leurs pouvoirs;
- b) rapport du Comité Central et des commissions;
- c) rapport de la Caisse et de la commission des finances;
- d) approbation du projet de budget et des arrangements conclus éventuellement par le Comité Central;
- e) modifications aux Statuts et Règlements;
- f) élection des membres du Comité Central et des membres des commissions;
- g) interpellations.

Article 33. — Le Comité Central a le droit de convoquer à d'autres époques des Assemblées extraordinaires. Il est tenu de le faire si le tiers des sociétés affiliées en fait la demande.

Chapitre VII. — Organe officiel.

Article 34. — Toutes informations officielles sont publiées dans un journal sportif du pays, désigné par le Comité Central comme organe officiel.

Chapitre VIII. — Modifications aux Statuts.

Article 35. — Aucune modification ne peut être apportée aux présents Statuts qu'à l'Assemblée Générale annuelle et aux deux tiers des suffrages exprimés.

Chapitre IX. — Dissolution.

Article 36. — La dissolution de la Fédération ne peut être prononcée qu'en Assemblée Générale, spécialement convoquée à cette fin et comprenant les deux tiers des sociétés affiliées et à la majorité des trois quarts des voix des délégués présents.

En cas de dissolution, l'avoir de la Fédération est réalisé et le solde créditeur versé à une œuvre de bienfaisance.

Chapitre X. — Dispositions diverses.

Article 37. — La F.L.B.B. décline toute responsabilité au sujet des accidents qui pourront se produire dans les épreuves ou réunions organisées par elle, par ses sociétés ou sous son patronage.

Article 38. — En cas de fraude, tentative de fraude ou infraction aux Statuts et Règlements de la F.L.B.B., la Fédération peut se saisir d'office de l'incident, même si aucune réclamation n'a été formulée.

Article 39. — Tous les cas non prévus par les présents statuts sont tranchés par le Comité Central.

Article 40. — Les Statuts seront complétés par le règlement des jeux, par le code pénal et par les autres règlements de la Fédération.

Approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 août 1946; modifiés par les Assemblées Générales du 24 janvier 1948 et du 9 janvier 1949.

Publiés au Recueil Spécial du Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, numéro 54 du 6 septembre 1946, pages 793 à 798.

Spielordnung

Verbandsmeisterschaften, Organisationsmodus.

Artikel 1. — Die F.L.B.B. veranstaltet alljährlich **Basket-Ball** Meisterschaften. Je nach der Zahl der angegliederten Vereine kann der Zentral-Vorstand des Verbandes verschiedene Divisionen aufstellen, z.B. eine I. Division, eine II. Division, eine III. Division, usw. Jede Division kann in **Unterabteilungen eingeteilt** werden, z.B. Reserve A, Reserve B, Reserve C, usw. Es steht dem Zentral-Vorstand aber auch frei, das Land in verschiedene Bezirke einzuteilen, z.B. Südbezirk, Nordbezirk, usw.

Meldungen zu den Meisterschaftsspielen, Beginn, Meldetermin.

Artikel 2. — Zur Teilnahme an den Meisterschaften, welche **spätestens am ersten Sonntag nach Pfingsten** beginnen, sind nur die der F.L.B.B. angegliederten Vereine berechtigt, deren Meldeliste bis spätestens einen Monat vor dem Beginn der Meisterschaften **ordnungsgemäss ausgefüllt, beim Verband eingegangen** ist. Die Anmeldung muss unter **«Einschreiben»** erfolgen. Nachmeldungen sind nicht **gestattet**. Auf der Meldeliste sind die Namen und Vornamen der Spieler und Ersatzspieler, ohne Mannschaftsnennung, **genau alphabetisch** geordnet, anzugeben. Zwischen den verschiedenen Buchstaben des Alphabetes ist Raum für **wenigstens drei** Nachtragungen zu lassen. Ein genaues Doppel dieser Meldeliste ist beim Verein zu führen. Sobald wie möglich wird diese Meldeliste als ein mit **Vordruck** versehener Fragebogen vom Z.V. des Verbandes zugestellt werden. Bis dahin müssen die Vereine sie selbst anfertigen.

Sämtliche Nachmeldungen müssen wenigstens 5 Tage vor dem Spiel, an dem sie erstmalig teilnehmen wollen, beim Verband **eingereicht** werden. Die Anmeldung muss **dafür** als Postaufgebestempel das Datum vom vorhergehenden **Montag** tragen. Trägt es z.B. das Datum von Dienstags, dann darf der **Betreffende** erst am darauffolgenden Sonntag spielen.

Spielt ein Verein **mit nicht berechtigten** Spielern oder mit Spielern **unter falschem Namen**, so wird ihm das betreffende Spiel als verloren **angerechnet**. Sein Gegner gewinnt ausser den 2 Punkten noch 30 Tore.

Dies unbeschadet der im **Strafkodex** vorgesehenen Disziplinarstrafen.

Teilnahmegebühr.

Artikel 3. — Zu den Meisterschaftsspielen ist von den beteiligten Vereinen gleichzeitig mit der Anmeldung eine **nicht rückzahlbare**

Gebühr zu entrichten, die sich stellt wie folgt: I. Division 100 Franken; II. Division 60 Franken; III. Division 40 Franken, usw.

(N.B. Zur Zeit ist das offizielle Konto der F.L.B.B. folgendes: «Fédération Luxembourgeoise de Basket-Ball» Giro-Konto 825 bei der Staatssparkasse in Bettemburg.)

In welcher Division?

Artikel 4. — Jeder Verein darf **nur in einer Division** spielen. Sämtliche gemeldeten Mannschaften eines Vereins **müssen**, wenn nur (angängig,) **am selben Tage antreten**.

Spielordnung für die Meisterschaftsspiele.

Artikel 5. — Neu aufgenommene Vereine, sowie solche, welche sich nicht an der Meisterschaft beteiligt haben, **müssen** in der untersten Division beginnen.

Aufstellen des Spielkalenders.

Artikel 6. — Die Aufstellung der Terminliste (Spielkalender) zu den Meisterschaftsspielen erfolgt durch das Los seitens des Zentralvorstandes. Dieses muss den beteiligten Vereinen wenigstens 14 Tage vor dem Datum des ersten Wettspieles bekannt gegeben werden (Zirkular oder Presse oder beides). **Besondere Wünsche der Vereine müssen rechtzeitig, um berücksichtigt werden zu können, mit der Anmeldung abgegeben werden.**

Spiele ausser den in der Terminliste vorgesehenen (Protestspiele, Neuaustragungen usw.) **müssen** 10 Tage im voraus bekanntgegeben werden.

Spielsystem.

Artikel 7. — Bis auf Weiteres tauschen die zwei erstklassierten Vereine der II. Division ohne Ausscheidungsspiel mit den zwei letztklassierten Vereinen der I. Division, usw.

Artikel 8. — Scheidet eine Mannschaft von der Meisterschaft aus, so bleiben die bereits gespielten Wettspiele mit den erzielten Resultaten bestehen. Die noch zu spielenden Matches werden den Gegnern mit 30—0 Toren und 2 Punkten als gewonnen angerechnet.

Der ausscheidende Verein hat den noch bleibenden Gegnern innerhalb eines Jahres ein Retourspiel zu liefern oder ihnen die Reiseauslagen zurückzuerstatten, je nach Wunsch des Gegners..

Sind die Vereine ausgeschieden, so fallen sie in die nächstfolgende untere Division und es steigen entsprechend mehr aus der unteren Division.

Abmeldung zu einem Meisterschaftsspiel.

Artikel 9. — Eine Abmeldung zu einem Meisterschaftsspiel muss mindestens 72 Stunden vorher erfolgen, gleichzeitig an den Z.V. und an den Gegner.

Tritt eine Mannschaft zu einem fälligen Meisterschaftsspiel nicht an, selbst dann, wenn die Abmeldung 72 Stunden vorher regelrecht erfolgt ist, so schuldet dieser Verein dem Gegner innerhalb 1 Jahres ein Retourspiel. Kommt der Verein dieser Verpflichtung in der gestellten Frist nicht nach, so setzt der Z.V. die jeweilige Entschädigungssumme fest.

Tritt eine Mannschaft zu einem fälligen Meisterschaftsspiel nicht an, ohne sich 72 Stunden im Voraus abzumelden, so schuldet er dem Gegner eine vom Z.V. festzusetzende Entschädigung für unnütze Ausgaben (Feldzeichen, Plakate, Ausfall der Einnahmen, usw.).

(N.B. Was heisst 72 Stunden im Voraus? Beispiel: Soll das Treffen Sonntags um 4 Uhr stattfinden, dann muss der Z.V. und der Gegner bereits am Donnerstag um 4 Uhr davon informiert sein, dass das Treffen nicht stattfindet. Theoretisch muss die Abmeldung dann wenigstens das Postdatum von Mittwoch tragen, ausser wenn die Abmeldung telephonisch oder telegraphisch geschieht.)

Saisonspieler, Mannschaftsspieler.

Artikel 10. — Jeder Spieler darf in derselben Saison nur für einen einzigen Verein an den Meisterschaftsspielen teilnehmen.

Ausländerbesetzung.

Artikel 11. — Die Ausländerbesetzung eines Vereines darf 2 Einheiten nicht übersteigen. Als Ausländer im Sinne dieses Begriffes sind solche Nicht-Luxemburger zu betrachten, welche noch keine zehn Jahre im Lande gesetzlich domiziliert sind.

Jeder Ausländer muss sich einer Wartezeit von drei Monaten unterziehen und erhält dann eine A-Lizenz.

Ist er mehr als 10 Jahre im Lande ansässig, so ist er als Inländer zu betrachten.

Diese Bestimmung bezieht sich nicht auf Spieler, die am 1.1.1950 eine Lizenz hatten.

Spieler deutscher Nationalität dürfen an den Meisterschaftsspielen nicht teilnehmen.

Artikel 12. — Cadetsspieler dürfen nie an Seniorspielen teilnehmen, jede

Der diesbezügliche Artikel der Spielordnung Art. 12) lautet demnach ab jetzt folgendermaßen: «Cadets-Spieler dürfen nie an Seniorspielen teilnehmen, jedoch beliebig an Spielen der Reservemannschaften und an Juniorspielen»

cf. 3
Lux

Schiedsrichter für Meisterschaftstreffen.

Artikel 13. — Die vom Z.V. oder vom Schiedsrichterausschuss zu den Meisterschaftsspielen aufgestellten Schiedsrichter dürfen nicht abgelehnt werden.

Artikel 14. — Tritt bei einem Wettspiel der bestimmte Schiedsrichter nicht an, so können die beteiligten Vereine sich auf einen anderen anerkannten Schiedsrichter einigen.

Erscheint der offiziell mit der Leitung des Spieles betraute Arbitr nach Beginn des Spieles, so ist ihm sofort, d. h. bei der ersten normalen Spielunterbrechung, die weitere Leitung zu übertragen.

Artikel 15. — Wenn sich bei Nichterscheinen des offiziellen Schiedsrichters beide Vereine zum Austragen eines Meisterschaftsspieles unter der Leitung eines anderen anerkannten Schiedsrichters entschlossen haben, so gilt dieser Schiedsrichter als offiziell und es kann gegen eventuelle Unfähigkeit nicht nachträglich protestiert werden.

Spielwertung. 3 2 1 0

Artikel 16. — Die Austragung der Meisterschaft erfolgt nach dem Prinzip der Vorspiele und Retourspiele, indem jede einzelne Mannschaft gegen sämtliche Mannschaften der gleichen Division, an den festgesetzten Terminen, zweimal und zwar in getrennten Serien zu spielen hat.

Die Meisterschaftsspiele werden nach Punkten gewertet. Ein gewonnenes Spiel bedeutet 2, ein unentschiedenes 1, ein verlorenes 0 Punkte. Die die höchste Punktezahl erreichende Mannschaft ist Meister der betreffenden Division.

Artikel 17. — Stehen am Schluss der Wettkämpfe in den verschiedenen Divisionen zwei Mannschaften mit derselben Punktezahl an der Spitze oder am Ende der Tabelle, so finden Entscheidungsspiele (Einzelspiele) auf neutralem Platze statt.

Handelt es sich um 3 oder mehr Mannschaften, so finden ebenfalls Ausscheidungsspiele statt.

Verlängerungen.

Artikel 18. — Endigt ein offizielles Entscheidungsspiel (Final) unentschieden, so können und müssen drei Verlängerungen von je vollen 5 Minuten beigegeben werden. Ist aber nach einer Verlängerung (der ersten oder zweiten) ein Resultat erzielt, so wird keine weitere Verlängerung gespielt. Wenn nach Ablauf der drei Verlängerungen kein entscheidendes Resultat erzielt wurde, so wird das Treffen erneut ausgetragen.

Artikel 19. — Bei Junior-Endspielen darf keine Verlängerung stattfinden.

Unzulänglichkeit des Materials.

Artikel 20. — Falls wegen Unzulänglichkeit des Materials ein Wettspiel nicht zu Ende geführt werden kann, verfallen die 2 Punkte dem gegnerischen Verein.

Der Platzverein muss mindestens zwei Bälle, der sich deplacierende Verein einen Ball stellen. Gehen diese drei Bälle zu schanden, ~~dann ist der Platzverein forfait verloren.~~ *und das Spiel neu*

Bei einer Finale auf neutralem Felde muss jeder Finalist einen Ball mitbringen. Der dritte wird vom neutralen Platzherrn zur Verfügung gestellt.

Samariterkasten.

Artikel 21. — Der Platzverein muss während eines jeden Wettspiels und zwar auf dem Spielfeld, einen Samariterkasten zur Verfügung der Spieler halten. Der Schiedsrichter ist verpflichtet, sich diesen Kasten vorzeigen zu lassen.

Schutz dem Schiedsrichter.

Artikel 22. — Dem amtierenden Schiedsrichter oder beiden ist nach dem Spiel vom Platzverein Schutz zu gewähren bis zur Abfahrt des ersten erreichbaren Zuges oder der ersten erreichbaren Trambahn, oder aber, wo keine Bahn- oder Haltestelle ist, in einem Umkreis von 3 Kilometern.

Umkleidezimmer für die Besuchermannschaft und für den Schiedsrichter.

Artikel 23. — Zu jedem Wettspiel hat der Platzverein dem Schiedsrichter, sowie der gegnerischen Mannschaft je ein verschliessbares Zimmer zum Umkleiden zur Verfügung zu stellen, welches sich auf dem Felde selbst oder in unmittelbarer Nähe desselben befinden muss, **und ihnen den Schlüssel zu demselben aushändigen.**

Den Schiedsrichtern ist ein Zimmer bereit zu stellen in einem Hause oder Orte, wo keine Vereinsmannschaft sich umzieht. Ist das Zimmer nicht verschlossen, so kann der Platzverein für eventuelle Entwendungen verantwortlich gemacht werden.

Die Platzpolizei muss durch den Platzverein ausgeübt werden. Der Zugang zu den Auskleideräumen ist unbefugten Personen verboten.

Unvorhergesehenes.

Artikel 24. — Bei allen nicht in dieser Spielordnung vorgesehenen Fällen entscheidet **rechtskräftig** im Laufe der jeweiligen Saison der **Zentral-Vorstand**.

Änderungen.

Artikel 25. — Änderungen an dieser Spielordnung können nur durch die Generalversammlung der F.L.B.B. vorgenommen werden. Anträge dazu müssen wenigstens einen Monat vor dem Datum der Generalversammlung dem Zentral-Vorstand zugestellt werden. Das Zentral-Comité untersucht zuerst diese Anträge und muss feststellen, ob sie nicht gegen die Interessen der Fédération gerichtet sind. Dies in Ausführung des Artikels 31 der Statuten der F.L.B.B. Anträge, die zu spät einlaufen, können erst auf die Tagesordnung der nächsten Generalversammlung gesetzt werden.

Transfert-Bestimmungen

Abmeldungen — Aufnahmen in einen anderen Verein.

Artikel 1. — **Abmeldungen** aus einem Verein sind **vom 1. bis zum 15. Dezember** eines jeden Jahres gestattet.

Artikel 2. — **Vereinsmitglieder**, welche in **Verbandsvorständen** tätig sind, können, wenn besondere Umstände dies rechtfertigen, im Laufe des Jahres aus ihrem Verein **austreten** und als «Einzelmitglied» des Verbandes ihr Amt bis zur nächsten General-Versammlung ausüben.

Artikel 3. — Die **Aufnahme** in einen anderen Verein kann jederzeit während oder nach dieser Periode vorgenommen werden. Es ist den Vereinen jedoch gestattet, vom 15. Dezember bis zum 15. Januar **Abmeldungen** durch Spielerausweiskarten vorzunehmen. Die Mitglieder, welche in dieser Periode (15. Dezember bis 15. Januar) **abgemeldet** werden, können aber im Laufe dieses Geschäftsjahres keinen Vereinswechsel mehr vornehmen.

Artikel 4. — Der **Austritt** aus einem Verein kann erfolgen:

- 1) Mit Ermächtigung des Vereins;
- 2) Durch eingeschriebenen Brief.

Artikel 5. — a) **Abmeldungen mit Ermächtigung des Vereins** erfolgen durch Spielerausweiskarte. Der Verein vermerkt den Austritt, welcher vom Verband gegengezeichnet sein muss.

Die Spielerausweiskarten, alphabetisch geordnet, sind auf einem Begleitbogen einzutragen und dieser nebst Spielerausweiskarten durch einfachen Brief an den Verband einzusenden.

Zwischen dem 1. und 15. Dezember muss diese Art von Abmeldung durch «**Einschreiben**» erfolgen.

Alle am 15. Dezember getätigten und unter «Einschreiben» am 15. Dezember aufgegebenen Abmeldungen werden jedoch auf dieses Datum gebucht, auch wenn dieselben später einlaufen.

Die Spielerausweiskarte kann weder dem betreffenden Spieler noch inem anderen Verein übergeben werden. Im Übertretungsfalle wird die Abmeldung als null und nichtig betrachtet.

Artikel 6. — b) **Abmeldungen durch Einschreibebrief.** — Der austretende Spieler hat seinen Austritt dem Verein und dem Verband durch «**Einschreiben**» zu melden.

Artikel 7. — **Vereinsforderungen**, wie Cotisationen eines Jahres, Gegenwert der Uniformstücke, wenn Bescheinigung vorliegt, usw., sind dem austretenden Spieler und dem Verband 8 Tage nach Erhalt des Demissionsschreibens bekannt zu geben.

Der vom Verein geforderte Höchstbetrag für Uniformstücke wird vom Z.V. alljährlich festgelegt.

Versäumt ein Verein, dem austretenden Spieler sowie dem Verband diese Forderungen in der gestellten Frist von 8 Tagen durch Einschreiben mitzuteilen, so wird die Abmeldung durch Streichung vorgenommen.

Die Portounkosten, die den Vereinen hierdurch entstehen, können den austretenden Mitgliedern in Rechnung gestellt werden.

Kommt der austretende Spieler der Vereinsforderung innerhalb 8 Tagen nicht nach, so ist die Abmeldung hinfällig.

Bei Regelung der Vereinsforderung hat die Spieler die Belege sofort an die F.L.B.B. einzusenden.

Artikel 8. — Erfolgt die Abmeldung durch Streichung, so hat der Verein, unter Strafe, die Spielerausweiskarte innerhalb 8 Tagen dem Verband zuzustellen.

Artikel 9. — Unterlässt es ein Verein, die Abmeldung laut vorstehenden Bestimmungen in der Frist von 8 Tagen vorzunehmen, so gilt als Abmeldedatum der Tag, an dem der austretende Spieler seinen Verpflichtungen nachgekommen ist, resp. 8 Tage nach Eingang des Demissionsschreibens.

Ausserdem wird der Verein in eine Ordnungsstrafe genommen.

Artikel 10. — Nimmt ein Verein in derselben Saison eine Ab- und Neumeldung desselben Spielers vor, so wird eine Spezialtaxe erhoben.

Artikel 11. — **Einspruch** gegen den Austritt eines Spielers kann nur von dem Verein erhoben werden, aus welchem er austritt. Liegt ein solcher **Einspruch** vor, so darf dieser Spieler in der folgenden **Spielsaison** (1. Januar bis 31. Dezember des folgenden Jahres) keine **Meisterschaftsspiele** oder **Spiele um die Coupe de Luxembourg (Fédération)** in der **ersten Mannschaft des neuen Vereins austragen**. Es wird ihm eine sogenannte **«Lizenz B»** ausgestellt auf ein (1) **Jahr**.

Artikel 12. — An Freundschafts- oder Vereins-Turnieren kann er jedoch in der **ersten Mannschaft** mitwirken. In **Meisterschaftsspielen** nur in den **Reservemannschaften**.

Diese Bestimmung ist jedoch nicht anwendbar auf Staatsbeamte und Eisenbahner, wenn diese durch dienstliche Versetzung **Wohnungswechsel** vorgenommen haben.

In diesem Falle müssen dieselben jedoch dem Verein der **Ortschaft** beitreten, nach welcher sie **verzogen** sind, andernfalls **Antrag** auf **«Lizenz B»** in der **statutarischen Frist** und **Form** gestellt werden kann.

Artikel 13. — **Spieler oder Vereinsmitglieder**, die einen neuen **Basket-Ball-Club** in einer **anderen Ortschaft** gründen, können vom **Z.V.** ermächtigt werden, **ausserhalb** der oben **festgelegten Normen**

aus ihrem Stammverein auszutreten. Der Z.V. kann in diesem Fall sofort eine «Lizenz A» ausstellen, wenn dies im Interesse des Basket-Ball-Sportes und des Verbandes liegt. Selbstverständlich kann es sich bei einem solchen Transfert nur um einen einzigen Lizenzierten eines Vereins handeln.

Artikel 14. — Der Z.V. muss über derartige Fälle auf der nächsten Generalversammlung Aufschluss geben.

Artikel 15. — Die **Abmeldung eines Juniorspielers** ist vom 1. bis 15. Dezember eines jeden Jahres mit Ermächtigung seines Vereins gestattet.

Artikel 16. — **Vereinswechsel** eines Juniorspielers **ohne Genehmigung seines Vereins** ist erlaubt, wenn seine Eltern oder die Personen, bei welchen er seinen gesetzlichen Wohnsitz hat, ihr Domizil in eine andere Gemeinde verlegen. Die Abmeldungen dieser Art unterliegen den für die Seniore vorgesehenen Bestimmungen.

Artikel 17. — Die Ausweise (Lizenzen) der Spieler sind in derselben Periode zu erneuern. Dieselben können nur erneuert werden mit der Einwilligung des Spielers, welcher auf dem Ausweis eigenhändig unterzeichnet.

Strafkodex

I. — Das Verbandsgericht.

Artikel 1. — Dem Verbandsgericht der F.L.B.B. fällt die Aufgabe zu, Streitigkeiten jeder Art zwischen Vereinen oder Mitgliedern zu entscheiden oder zu schlichten. Ihm obliegt die Entscheidung über die Gültigkeit resp. Annullierung von offiziellen Treffen, gegen welche Protest oder Reserve eingelegt wurde. Es bestraft alle Vergehen, welcher sich angeschlossene Vereine oder Mitglieder bei der Ausübung, oder gelegentlich der Ausübung, ihrer Vereins- oder Sporttätigkeit schuldig machen.

• **Artikel 2.** — Das Verbandsgericht setzt sich aus 5 Mitgliedern und 2 Ersatzmitgliedern zusammen, von denen je ein Mitglied und ein Ersatzmitglied vom Zentralvorstand und vom Schiedsrichterausschuss ernannt, und die übrigen Mitglieder durch die Generalversammlung gewählt werden.

Die Ernennung des Verbandsgerichtes erfolgt jedes Jahr, doch können austretende Mitglieder wiederernannt oder wiedergewählt werden.

Kein aktiver Spieler darf Mitglied des Verbandsgerichtes sein.

Artikel 3. — Prinzipiell tagt das Verbandsgericht zu 5 Mitgliedern. Ausnahmsweise jedoch kann es zu 4 oder 3 Mitgliedern tagen, falls die fehlenden Mitglieder, obwohl gehörig geladen, verhindert sind, und die Entscheidung des zu beurteilenden Falles dringend ist. Jedoch müssen wenigstens drei Mitglieder mit der zu treffenden Entscheidung einverstanden sein und für dieselbe stimmen.

Artikel 4. — Alle Beratungen und Abstimmungen des Verbandsgerichtes finden in geheimer Weise statt. Indiskretionen, welcher ein Mitglied sich zu schulden kommen lässt, werden mit Ausschluss aus dem Verbandsgericht und eventuell mit Ausschluss aus dem Verband bestraft.

Artikel 5. — Das Verbandsgericht entscheidet in erster und letzter Instanz. Es setzt die einzuhaltende Prozedur selbst fest, trifft den Kostenentscheid und zieht die Geldstrafen und Kosten ein.

Artikel 6. — Der Verbandsgerichtspräsident oder, falls dieser verhindert ist, ein speziell delegiertes Mitglied des Verbandsgerichtes, ist mit besonderen Vollmachten versehen, welche es ermächtigen, in den in diesem Strafkodex speziell bezeichneten Fällen, selbstständig die vorgesehenen Strafen zu verhängen, ohne dass das Verbandsgericht zusammentritt.

Der Verbandsgerichtspräsident entscheidet selbstständig über die Gültigkeit oder Ungültigkeit eines Protestes oder einer Reserve.

Artikel 7. — Gegen den Entscheid des Verbandsgerichtspräsidenten ist Berufung an das Verbandsgericht möglich. Um zulässig zu sein, muss dieselbe durch Einschreibebrief, welcher innerhalb von drei Tagen nach der Zustellung des Entscheides an den Verbandspräsident zu richten ist, eingelegt werden.

Artikel 8. — Alle Beschlüsse des Verbandsgerichtes werden rechtskräftig durch öffentliche Verkündung in Gegenwart des betroffenen Verbandsmitgliedes oder bevollmächtigten Vereinsvertreters, oder sofort nach Veröffentlichung im offiziellen Organ, ~~oder~~ nach schriftlicher Zustellung.

Artikel 9. — Das Verbandsgericht resp. der Verbandsgerichtspräsident wird durch den Zentralvorstand, resp. durch die offiziellen Schiedsrichter der F.L.B.B. befasst. Von jedem Treffen, welches zu einem Proteste, einer Reserve oder einem Platzverweis wegen unsportlichem Verhaltens oder disqualifizierendem Fehlers Anlass gegeben hat, muss dem amtierenden Verbandsgerichtspräsidenten ein Schiedsrichterbogen übermittelt werden.

Artikel 10. — In der jährlichen Generalversammlung muss der Verbandsgerichtspräsident über die Tätigkeit des Gerichtes Bericht erstatten und Aufschluss über die verlangten Strafen und einzukasierenden Geldern erteilen.

II. — Strafen.

Artikel 11. — Jedes Überschreiten der Verbandssatzungen und Reglemente, sowie jedes sportwidrige Verhalten, der dem Verbandsangehörigen Vereine wird von den zuständigen Stellen (Zentralvorstand, Verbandsgericht) nach eventueller Aufforderung des Beklagten sich zu verantworten, genau untersucht und bestraft.

Im Auftrag des Zentralvorstandes, kann das Verbandsgericht, ausser den in diesem Codex vorgesehenen Fällen, alle Vergehen untersuchen und bestrafen, welche ein sportwidriges Verhalten eines Vereines oder Mitglieder darstellen oder das Interesse des Verbandes schädigen.

Artikel 12. — Die Strafen bestehen aus Verweisen, Geldstrafen, Disqualifikationen auf Zeit und Ausschluss aus dem Verband.

Jeder Verein oder Spieler, welcher eine strafbare Handlung begangen hat, kann von rechtswegen vom Verbandsgericht oder vom Zentralvorstand bis nach Beschlussfassung suspendiert werden.

Sind auf einem Spielfelde Tötlichkeiten gegen einen Schiedsrichter, einen Offiziellen oder eine Mannschaft vorgekommen, so kann das Verbandsgericht das Spielfeld des schuldigen Vereins sperren.

Kann der diesbezügliche definitive Beschluss des Verbandsgerichtes nicht sofort erfolgen, so darf diese Massnahme provisorisch bis nach Beschlussfassung vom Verbandsgericht, durch den Ver-

bandsgerichtspräsidenten, oder den Zentralvorstand getroffen werden.

Artikel 13. — Dem Zentralvorstand steht das Recht zu, Strafen abzuändern oder aufzuheben. Derselbe ist aber verpflichtet, das vorherige Gutachten des Verbandsgerichtes oder seines Präsidenten einzuholen.

Artikel 14. — Disqualifikationen dürfen vom Verbandsgericht oder einem Verein nur dann verhängt werden, wenn der Beschuldigte in seiner Verteidigung gehört wurde. Das Verbandsgericht kann diese Verteidigung schriftlich einverlangen. In diesem Falle muss dieselbe innerhalb von 8 Tagen nach Aufforderung dem Gerichtspräsidenten zugegangen sein.

Wenn es sich um Tatsachen handelt, wird von einer Gegenäussersetzung oder einem Verhör abgesehen.

Artikel 15. — Der verurteilte Verein oder das bestrafte Verbandsmitglied trägt die Kosten, welche aus dem Reisen, Porto oder Publikationsspesen entstehen. Mehrere Vereine oder Spieler können solidarisch zu den Kosten verurteilt werden.

Artikel 16. — Die Zahlung der Geldstrafen und Kosten hat innerhalb von 14 Tagen nach schriftlicher Zustellung des Entscheides zu erfolgen, und zwar an den Verbandsgerichtspräsidenten. Bei Nichtzahlung innerhalb der vorgenannten Frist, tritt automatisch Disqualifikation ein.

Jeder Verein haftet solidarisch für die Zahlung der Strafen und Kosten seiner Mitglieder.

Artikel 17. — Vergehen, die ein Jahr zurück liegen, sind verjährt.

Vergehen jeder Art, die erst nach Ablauf von 2 Monaten nach Bekanntwerden der Tatumstände zur Strafverfolgung gemeldet werden, können nur mit Geldstrafen und Verwarnungen geahndet werden.

Artikel 18. — Disqualifikationen, welche von einem bei der F.I.B.A. gemeldeten Landesverbande verlangt worden sind, können von der F.L.B.B. anerkannt werden.

Artikel 19. — Während der Dauer einer über einen Verein verhängten Disqualifikation darf kein Mitglied desselben in einem andern Verein spielen.

Artikel 20. — Niemand kann in einen andern Verein aufgenommen werden, bevor eine laufende Strafe abgebußt ist.

Artikel 21. — Dem Verbandsgericht steht das Recht zu, Disqualifikationen von Spielern und Vereinen auf bestimmte Tage und Monate festzulegen. Diese müssen jedoch in die offizielle Spielzeit fallen oder verlegt werden. Wenn der Interessent noch nicht vorbestraft

24 Die gelten für die nachfolgenden effektive Wettbewerbsauftritte

h. c. h. h. i.

ist oder mildernde Umstände vorliegen, so kann die Strafe bedingungsweise verhängt werden.

Wenn der Interessent innerhalb 12 Monaten, von dem Tage an gerechnet, an dem die bedingte Strafe auferlegt wurde, sich keines andern Vergehens schuldig macht, so wird die Strafe als erloschen betrachtet.

III. — Vergehen und Verfehlungen.

Artikel 22. — Ausser einer Geldstrafe von 200—500 Franken kann das Verbandsgericht die Suspendierung oder den Ausschluss aussprechen über:

1) Jedes Mitglied, welches an einem Basket-Ballspiel teilnimmt, welches seitens eines nicht beim Verbands gemeldeten Vereines oder eines nicht anerkannten Verbandes veranstaltet wird.

2) Jeden Verein, welcher Treffen austrägt oder an einer Veranstaltung eines andern luxemburgischen oder ausländischen Verbandes teilnimmt, ohne die vorherige Genehmigung des Zentralvorstandes erlangt zu haben oder ohne eine eventuelle Verweigerung zu beobachten.

3) Jeden Verein und jedes Mitglied, welche sich grober Übertretungen der Reglemente betreffend eine vom Verbands oder von einem Vereine organisierte Veranstaltung schuldig machen.

4) Jedes Mitglied oder jeden Verein, welche die Interessen des Verbandes schädigen.

5) Jedes Mitglied, welches gegen die Ehre und den Anstand verstösst.

6) Jede Mannschaft, welche mit unerlaubten Mitteln einen Sieg erringt, welche sich in betrügerischer Weise besiegen lässt, oder an einem Spiele teilnimmt, ohne hierzu qualifiziert zu sein.

Artikel 23. — Suchen Verbandsvereine oder Mitglieder in Streitigkeiten oder Anklagen sich durch die Presse Genugthuung zu verschaffen, ohne die Angelegenheit vorher der in Frage kommenden Verbandsbehörde zu unterbreiten, so wird der betreffende Verein mit einer Minimalstrafe von 100.— Fr., ein Mitglied mit Disqualifikation von wenigstens 3 Monaten bestraft; im Wiederholungsfall wird die Strafe verdoppelt.

Artikel 24. — Alle vom Generalsekretariat, von den Verbandsvorständen und den Ausschüssen verlangten Auskünfte sind innerhalb der angesagten Frist zu liefern, andernfalls eine Geldstrafe von 50 bis 500 Fr. verhängt wird.

Artikel 25. — Die Ausstellung einer Vollmacht für den Kongress und die Generalversammlung der F.L.B.B. an Nichtverbandsmitglieder zieht eine Geldstrafe von 100.— Fr. nach sich.

Artikel 26. — Unentschuldigte Abwesenheit auf dem Kongress, in der Generalversammlung oder in sonst einer vom Z.V. einberufenen Versammlung wird mit einer Strafe von 50 bis 500 Fr. belegt. Vereinsdelegierte, welche der ganzen Dauer dieser Veranstaltung nicht beiwohnen, werden mit 50 bis 200 Franken bestraft.

Artikel 27. — Mit einer Geldstrafe von 100 bis 200 Franken werden diejenigen Vereine bestraft, welche sich nicht an einer durch Referendum abgehaltenen Abstimmung beteiligen.

Artikel 28. — Jeder Verbandsverein, welcher unterlässt, Änderungen in der Zusammensetzung des Vorstandes innerhalb 14 Tagen dem Zentralvorstand zu melden, wird mit einer Geldstrafe von 50—500 Franken bestraft.

Artikel 29. — Vereine, welche wissentlich Mitglieder anderer Verbandsvereine aufnehmen, ohne deren Ausweis abzuverlangen, oder Letzteren ausscheidenden Mitgliedern widerrechtlich vorenthalten, werden mit 100—500 Fr. bestraft. Jede Aufnahme ohne Ausweis ist ausserdem ungültig

Verbandsmitglieder, die sich in einen anderen Verbandsverein aufnehmen lassen, ohne einen Ausweis ihres früheren Vereins vorzulegen, werden auf 1 Monat disqualifiziert. Die Aufnahme ist ausserdem ungültig. Dem Z.V. steht das Recht zu, diese Strafen zu erhöhen, falls betrügerische Absicht vorliegt.

Artikel 30. — Verbandsvereine, welche disqualifizierte oder ausgeschlossene Mitglieder aufnehmen, werden auf ein Jahr disqualifiziert. Die Aufnahme ist ausserdem ungültig.

Artikel 31. — Lässt ein Verein in irgendeinem Spiel einen Spieler eines andern Vereins ohne Genehmigung mitspielen, so wird er mit 50—200 Franken bestraft.

Artikel 32. — Lässt ein Verein einen Berufsspieler an irgendwelchen Spielen teilnehmen, so wird der Verein sofort ausgeschlossen.

Artikel 33. — Lässt ein Verein an irgendwelchem Spiele disqualifizierte Einzelspieler teilnehmen, oder spielt er wissentlich gegen disqualifizierte oder nicht affilierte Vereine, so wird er mit 300.— bis 500.— Fr. Strafe oder mit Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft. Spielen disqualifizierte Vereine gegen andere Verbandsvereine, so werden sie auf weitere 6 Monate disqualifiziert; spielen disqualifizierte Vereine unter sich, so werden sie ausgeschlossen.

Disqualifizierte Mitglieder dürfen während der Dauer ihrer Disqualifikation weder an Spielen teilnehmen, noch als Platzdelegierte, Schiedsrichter, Anschreiber oder Chronometrierer tätig sein, noch Schriftstücke unterzeichnen.

Artikel 34. — Lässt ein Verein an Verbandsspielen Spieler teilnehmen, welche nicht auf der Verbandsliste stehen, so wird er pro Spieler mit 50.— Fr. bestraft. Lässt er einen Spieler unter falschem Namen teilnehmen, so wird der Verein mit 250.— Fr. bestraft und verliert das Spiel 30:0.

Artikel 35. — Für die Leitung eines Wettspieles müssen die Vereine einen anerkannten Schiedsrichter anfragen, andernfalls eine Geldstrafe von 100.— Fr. verhängt wird. Im Wiederholungsfall kann die Strafe bis zu 500.— Fr. erhöht werden.

Artikel 36. — Lässt ein Verein irgend ein Spiel von einem nicht anerkannten Schiedsrichter leiten, so wird er mit 50 bis 500 Fr. bestraft es sei denn, dass die Bestimmung des Art. 15 der Spielordnung über die Meisterschaftsspiele Platz greift.

Artikel 37. — Das Schiedsrichtern von einem nicht anerkannten Schiedsrichter wird mit 100.— Fr. bestraft.

Artikel 38. — Auflehnen oder Ungehorsam gegen den Schiedsrichter bzw. den Anschreiber oder Chronometrierer oder Platzdelegierten, werden im ersten Falle mit Verwarnung, im Wiederholungsfall mit Disqualifikation auf 1—12 Monate bestraft.

Artikel 39. — Beleidigungen, Drohungen gegen den Schiedsrichter werden im ersten Fall mit 100—500 Franken, im Wiederholungsfall mit 1—6 Monaten Disqualifikation bestraft. Tätlichkeiten gegen den Schiedsrichter werden mit Disqualifikation bestraft.

Artikel 40. — Verlassen des Spielfeldes ohne Erlaubnis des Schiedsrichters wird im ersten Fall mit Verwarnung, im Wiederholungsfall mit Disqualifikation auf 1—4 Wochen bestraft.

Artikel 41. — Bricht ein Verein ohne Genehmigung des Schiedsrichters ein Spiel ab, so wird er mit 50—500 Franken bestraft, eventuell kann Disqualifikation bis zu 3 Monaten eintreten.

Artikel 42. — Schiedsrichter, welche das Resultat der von ihm geleiteten Wettspiele nicht rechtzeitig, innerhalb von 24 Stunden, oder nicht vorschriftsmässig einsenden, werden mit 50 Franken bestraft.

Artikel 43. — Stellt ein Verein zu den Verbandsspielen keinen Platzdelegierten, so wird er mit 100—200 Franken bestraft.

Artikel 44. — Trägt der Platzdelegierte kein weisses Armband, so tritt eine Strafe von 50—200 Franken ein.

Artikel 45. — Stellt ein Verein zu einem Spiel keinen regelrechten Verbandskasten, so wird er mit Geldstrafe von 50—300 Franken bestraft.

Artikel 46. — Versäumt ein Verein das Resultat eines Auslandswettspieles durch regelrecht beglaubigte Belege innerhalb einer Wo-

che nach Rückkehr dem Verbands bekanntzugeben, so wird er mit 50—300 Franken bestraft.

Artikel 47. — Tritt die erste Mannschaft eines Vereines von der Meisterschaft zurück, so wird der betreffende Verein bestraft: 400 Franken, wenn er der 1. Division angehört und 300 Franken, wenn er der II. Division angehört. Zieht eine Juniormannschaft sich von den Meisterschaftsspielen zurück, so wird der betr. Verein mit 100 Franken bestraft.

Zieht eine Damenmannschaft sich von den Meisterschaftsspielen zurück, so wird der betreffende Verein mit 200 Franken bestraft.

Artikel 48. — Hält ein Verein einen Spieler von nationalen oder internationalen Spielen, welche der Verband ausfechten lässt, ab, so wird der Verein mit Disqualifikation auf 1—6 Monaten bestraft.

Artikel 49. — Fehlt ein vom Zentralvorstand resp. von der Technischen Kommission selektionierter Spieler, ohne rechtzeitig einen wichtigen Grund mitzuteilen, auf dem Training oder bei einem vom Verbands organisierten Treffen, so wird derselbe mit Geldstrafe bis zu 500 Franken oder Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft.

Artikel 50. — Hat der Verein zu Verbandsspielen Platz und Geräte zu stellen, und versäumt er, die Geräte in brauchbarem Zustande zu stellen, den Platz zu bauen oder genügend zu zeichnen, so wird der Verein mit 250.— Fr. im 1. Falle, mit 400.— bis 500.— Fr. in Wiederholungsfalle bestraft.

Artikel 51. — Versäumt der Verein, bei internationalen oder bei vom Verbands organisierten Treffen Geräte in brauchbarem Zustande zu stellen, den Platz zu bauen oder genügend zu zeichnen, so fällt er automatisch in die nächstfolgende Division, unbeschadet ev. Schadenersatzansprüche. In diesem Falle steigt der 3. bestklassierte Verein.

Artikel 52. — Tritt eine Mannschaft zu einem Wettspiel mit weniger als 5 Mann an, tritt sie 15 Minuten zu spät oder gar nicht an, ohne dass höhere Gewalt dies verursacht, es sei denn, dass dieselbe sich 72 Stunden vorher durch eingeschriebenen Brief abgemeldet hätte, oder ist der Platz nicht spielfertig, so wird sie mit 200 Fr. bestraft, wenn der Verein der 1. Division angehört; mit 150.— Fr., wenn er den 2. Division angehört und mit 100.— Fr., wenn er sich an Damen-, Junior- oder Cadetspielen beteiligt.

Artikel 53. — Jeder Verein oder jeder Spieler, welcher den Basket-Ballsport berufsmässig ausübt, wird sofort aus dem Verband ausgeschlossen.

Artikel 54. — Nimmt ein disqualifizierter Spieler an einem Wettspiel teil, sei es als Spieler, sei es auf einem sonstigen offiziellen Posten, so wird er, abgesehen von der schon verhängten Disqualifikation, auf ein weiteres Jahr disqualifiziert.

Artikel 55. — Spielt ein Mitglied ohne Ermächtigung in einem anderen Verein, so wird er im 1. Falle mit 100.— Fr., im 2. Falle mit 150.— Fr. und im 3. Falle mit Disqualifikation auf 1—3 Monate bestraft.

Artikel 56. — Nimmt ein Spieler unter falschem Namen an einem Wettspiel teil, oder tritt ein Platzdelegierter, Anschreiber oder Chronometrierer unter falschem Namen an, so wird er auf 3—12 Monate disqualifiziert.

Artikel 57. — Nimmt ein Spieler entgegen den Reglementen an einem Tage an mehr als an einem Treffen teil, so wird er auf 14 Tage disqualifiziert, während sein Verein mit 200 Franken bestraft wird.

Artikel 58. — Wegen brutalem Spiel wird der betreffende Spieler bzw. Verein im ersten Fall mit Verwarnung, im Wiederholungsfall mit Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft.

Artikel 59. — Tätlichkeiten gegen einen gegnerischen Spieler wird unbeschadet der in Artikel 12 vorgesehenen Terrainsperre mit Disqualifikation bis zu 6 Monaten bestraft; liegen mildernde Gründe vor, so kann eine Geldstrafe nicht unter 300 Franken verlangt werden.

Artikel 60. — Mitglieder, welche Berufung einlegen beim Verbandsgericht wegen Strafen, welche ihnen von einem Verein verlangt wurden, werden mit einer Geldstrafe bis zu 200 Franken belegt, wenn diese Berufung als vexatorisch zu bewerten ist.

Artikel 61. — Bewusst falsche Aussagen, welche vor dem Verbandsgericht gemacht oder welche schriftlich an dasselbe gerichtet werden, werden mit Ausschluss aus dem Verbande bestraft. Werden diese Aussagen von dem bevollmächtigten Vertreter eines Vereines getan, so wird der Verein wenigstens für einen Monat disqualifiziert.

Vereinsstrafen.

Artikel 62. — Jeder Verein kann beantragen, dass eine von seinem Vorstand ausgesprochene Strafe auf den ganzen Verband ausgedehnt wird. Diese Ausdehnung wird, falls sie berechtigt ist, durch das Verbandsgericht ausgesprochen.

Artikel 63. — Verlangt ein Verein die Streichung eines Mitgliedes wegen Nichtzahlungen von rückständigen Vereinsschulden, so muss der Verein den Beweis erbringen, dass dieses Mitglied durch eingeschriebenen Brief zur Zahlung innerhalb von 14 Tagen angefordert wurde. Vereinsbeiträge dürfen nur ein Jahr nachverlangt werden. Kein Verein darf Geldstrafen reklamieren, welche länger als 2 Jahre nach Bestrafung zurückliegen.

Artikel 64. — Bevor das Verbandsgericht einen Spieler wegen einer verhängten Vereinsstrafe oder wegen Vereinsschulden ausschliesst, muss der Präsident des Verbandsgerichtes denselben zur Gegenaussage auffordern.

Artikel 65. — Die Vereine dürfen die Rückerstattung oder den Gegenwert der geliehenen Uniformstücke verlangen. In diesem Falle muss jedoch eine schriftliche Erklärung des Spielers vorgebracht werden, aus welcher erhellt, dass derselbe sich zur Rückerstattung verpflichtet hatte.

Artikel 66. — Wird ein Mitglied auf Antrag seines Vereines wegen Vereinsschulden oder nicht bezahlten Strafen ausgeschlossen, so darf er erst wieder aufgenommen werden, falls die geschuldeten Summen nachweisbar bezahlt sind. Ist der betreffende Verein inzwischen aufgelöst worden, ist die geschuldete Summe an die Verbandskasse einzuzahlen. Die Wiederaufnahme ist als Neuaufnahme zu betrachten.

Artikel 67. — Ein Mitglied, auf welches das Verbandsgericht eine von einem Verein verhängte Strafe auf den Verband ausgedehnt hat, darf von keinem andern Verein aufgenommen werden. Dies ist auch der Fall für Mitglieder, welche geliehene Uniformstücke nicht zurückerstattet haben. Zuwiderhandlungen werden nach Art. 33 bestraft und die Aufnahme ist ausserdem ungültig.

Artikel 68. — Die Kosten, welche dem Verbandsgerichte durch die Anwendung der Art. 62—67 entstehen, sind zu Lasten der beantragenden Vereine.

Artikel 69. — Wird ein Spieler von seinem Verein mit Disqualifikation oder Ausschluss bestraft, so hat er das Recht Berufung beim Verbandsgericht einzulegen. Dieselbe muss innerhalb von 8 Tagen nach Veröffentlichung der vorerwähnten Strafe erfolgen.

Allgemeines.

Artikel 70. — Die durch die Art. 28, 29, 30, 31, 34, 37, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 55, 56, 58, 59, 61, 62 und 63 vorgesehenen Verweise und Geldstrafen können nach Massgabe des Artikels 6 vom Verbandsgerichtspräsidenten verhängt werden. Ist das Verbandsgericht nicht in der Lage, rechtzeitig zusammenzutreten, um vor den nächstfolgenden offiziellen Spielen einen Beschluss zu fassen, so kann der Verbandsgerichtspräsident auch provisorisch Disqualifikation für eine Woche verhängen.

Artikel 71. — Vorstehender Strafkodex kann durch vom Zentralvorstand zu erlassende Strafbestimmungen ergänzt und vervollständigt werden.

Schiedsrichtervereinigung

A) Statuten.

Artikel 1. — Der Zweck der Schiedsrichtervereinigung (Association des Arbitres) ist die Heran- und Weiterbildung der Schiedsrichter, der Anschreiber und der Zeitnehmer, die Überwachung ihrer Tätigkeit, insbesondere derjenigen der Schiedsrichter.

Artikel 2. — Der Sch.-V. müssen angehören:

- a) als wirkliche Mitglieder alle offiziellen Schiedsrichter der F.L.B.B.;
- b) als provisorische Mitglieder alle Schiedsrichterkandidaten der F.L.B.B.

Artikel 3. — Zur Bestreitung der Unkosten der Sch.-V. erhebt die F.L.B.B. von sämtlichen Verbandsvereinen einen Jahresbeitrag von je 25 Franken pro meisterschaftsspielende Mannschaft.

Artikel 4. — Die Sch.-V. wird geleitet vom Schiedsrichterausschuss (Comité d'Arbitrage). Dieser besteht aus 3 oder 5 Mitgliedern. Diese werden von der jährlichen Generalversammlung der Sch.-V. gewählt, die jeweils im Monat Februar eines jeden Jahres stattfindet.

Artikel 5. — Um in den Schiedsrichterausschuss gewählt werden zu können, muss der Kandidat mindestens eine praktische Schiedsrichterprüfung abgelegt haben. Schiedsrichter, die am 1. Januar 1947 eine Tätigkeit von wenigstens 2 Jahren als Schiedsrichter aufweisen, können von dieser Bestimmung entbunden werden.

Artikel 6. — Die Sch.-V. kann sich in mehrere Untervereinigungen (nach Bezirken z.B., usw.) untergruppieren.

Artikel 7. — Die Sch.-V. ist verpflichtet, in jedem Jahr mindestens 6 Mitgliederversammlungen abzuhalten, die obligatorisch sind für alle Schiedsrichter, Zeitnehmer, Anschreiber, Schiedsrichterkandidaten und in welchen alle mit der Schiedsrichtertätigkeit im Zusammenhang stehende Fragen erörtert werden. Stimmberechtigt sind nur die wirklichen Mitglieder. Abwesenheiten ohne vorherige schriftliche und begründete Entschuldigung werden im ersten Fall mit 10. in den weiteren Fällen mit 15 Franken geahndet. Diejenigen Schiedsrichter, die diesen 6 obligatorischen Versammlungen regelmässig ohne Entschuldigung fernbleiben, können auf Vorschlag des Sch.-A. von der offiziellen Liste der Schiedsrichter gestrichen werden. Die Vereine sind verpflichtet, ihren Schiedsrichtern die Reisekosten zu diesen 6 obligatorischen Versammlungen zu bezahlen. In diesem Punkt sind die Schiedsrichter zu behandeln wie die Spieler der sich deplacierenden Mannschaften.

Artikel 8. — In den 6 obligatorischen Versammlungen sind folgende Punkte zu behandeln:

- a) Auslegung der **Spielregeln** und Handhabung derselben;
- b) Besprechung der der Sch.-V. vom Zentralvorstand der F.L.B.B. überwiesenen Fälle, in denen Schiedsrichter sich **Fehler** bei der Handhabung der Spielregeln zuschulden kommen liessen;
- c) Besprechung der bei den Überwachungen festgestellten **Unregelmässigkeiten**;
- d) **Verteidigung der Interessen** der Schiedsrichter.

Artikel 9. — Von jeder der 6 obligatorischen Versammlungen ist ein Bericht anzufertigen, der vom Präsidenten und vom Generalsekretär der Sch.-V. unterzeichnet wird. Dieser Bericht muss in der darauffolgenden Sitzung gutgeheissen werden. Eine Abschrift davon ist an den Z.V. der F.L.B.B. weiterzuleiten.

Artikel 10. — Der Sch.-A. (Comité d'Arbitrage) hat zur Aufgabe:

- a) Die Sch.-V. zu **leiten**.
- b) Den **Kontakt** mit dem **Z.V. der F.L.B.B.** aufrechtzuerhalten.
- c) Die Abhaltung von **Schiedsrichterkursen**.
- d) Das Abhalten der theoretischen und praktischen **Examina** der Schiedsrichterkandidaten und der Schiedsrichter.
- e) Die **Bezeichnung** der Schiedsrichter für Meisterschaftsspiele, Coupespiele, Freundschaftsspiele, Bezirksspiele, Städtespiele, internationale und nationale Spiele, sowie für alle übrigen Wettspiele.

Bei internationalen Spielen der F.L.B.B. muss der Z.V. der F.L.B.B. aber mit den Schiedsrichtererennungen einverstanden sein.

- f) Die Bezeichnung der neutralen Zeitnehmer und der neutralen **Anschreiber** bei Spielen, wo dies erfordert ist.
- g) Die Untersuchung und Stellungnahme bezüglich der gegebenen Schiedsrichter, Anschreiber und Zeitnehmer vorgebrachten persönlichen Reklamationen.
- h) Die Überwachung der genauen Auslegung der **Basketball-Regeln** sowie die Klarstellung und Erledigung der entstandenen Zweifelsfälle.
- i) Die **Verhängung** von Strafen und Disqualifikationen bei allen von Schiedsrichtern begangenen Vergehen.
- j) Die Designierung der zwei **Mitglieder**, die die Sch.-V. im Verbandsgericht vertreten müssen.

Ein wegen schwerer sportlicher Vergehen abgesetzter Schiedsrichter darf nie mehr als solcher angenommen werden. Die Strei-

chung eines Schiedsrichters von der offiziellen Liste kann erst nach Anhören des **Betreffenden** vollzogen werden.

Artikel 11. — Sobald die technischen Möglichkeiten dazu gegeben sind, muss wenigstens **einmal jährlich** jeder Schiedsrichter von einem Mitglied des Sch.-A. bei der Leitung eines Wettspieles **überwacht** werden. Zum 1. Februar eines jeden Jahres berichtet der Sch.-A. über die **Bewährung eines jeden** einzelnen Schiedsrichters. Sind bei der Überwachung bemerkenswerte Fortschritte eines Schiedsrichters festgestellt worden, so kann der Sch.-A. hierüber berichten und der **Betreffende** kann Spiele leiten, die über seinem Rang liegen. Die von den Mitgliedern des Sch.-A. auszuführenden Reisen müssen rückvergütet werden.

Artikel 12. — Die Schiedsrichtervereinigung **untersucht** alle ihr bekannt gewordenen Fälle, in welchen **Beleidigungen** und **Ausschreitungen** gegen ihre Mitglieder vorkamen. Das Material wird dem Sch.-A. vorgelegt, der damit ebenfalls den Z.V. der F.L.B.B. und das **Verbandsgericht** befassen kann. In gleicher Weise wird verfahren, wenn ein Schiedsrichter usw. sich **Verfehlungen** zu schulden kommen lässt. Die Mitglieder der Vereinigung sind **verpflichtet**, über **derartige** Vorkommnisse, unter Darlegung des Sachverhaltes, bei der Vereinigung **Anzeige** zu erstatten. Gegen **Urheber einer Klage**, die sich als unbegründet erweist, wird mit aller Strenge vorgegangen.

Artikel 13. — Mindestens **zweimal jährlich** muss die Sch.-V. Schiedsrichterkurse organisieren, die von **inländischen** oder **ausländischen Sachkennern** abgehalten werden. Der **Beginn** dieser Kurse ist rechtzeitig im offiziellen Organ oder in der **Tagespresse** bekannt zugeben.

Artikel 14. — Nach Beendigung eines jeden Sch.-Kurses, der eine oder mehrere Sitzungen beansprucht, und der auch mit den obligatorischen Versammlungen verbunden werden kann, hält der Sch.-A. eine **provisorische Prüfung** ab, zu der nur solche Schiedsrichterkandidaten und auch Spieler und Offizielle zugelassen werden dürfen, die den Kursus regelmässig besucht haben. Diese provisorischen Prüfungen handeln hauptsächlich über folgendes: **Pflichten** und **Rechte** der Schiedsrichter, der **Zeitnehmer**, der **Anschreiber** und der **Offiziellen**, sowie des **Kapitäns**, **allgemeine Kenntnisse** der Spielregeln.

Artikel 15. — Diejenigen Kandidaten, die diese provisorische Prüfung mit Erfolg bestehen, erhalten vom Sch.-A. eine **diesbezügliche Bescheinigung**. Damit sind sie **geprüfter Schiedsrichterkandidat**.

Artikel 16. — Zu den **theoretischen** und **praktischen** Schiedsrichtertrexamina werden nur solche Schiedsrichterkandidaten zugelassen.

die die in Artikel 14 vorgesehene provisorische Prüfung abgelegt haben. Der Sch.-A. befindet über die Aufnahmegesuche zu den Examina.

Artikel 17. — Die Schiedsrichter II. Klasse, I. Klasse und die internationalen Schiedsrichter haben zu sämtlichen Wettspielen freien Zutritt bei Vorweisen der dazugehörigen Lizenz.

B) Prüfungen und Examina der Schiedsrichter.

Artikel 1. — Die Schiedsrichter werden folgendermassen eingeteilt:

- a) Schiedsrichterkandidaten.
- b) Geprüfte Schiedsrichterkandidaten.
- c) Schiedsrichter II. Klasse.
- d) Schiedsrichter I. Klasse.
- e) Internationale Schiedsrichter.

Artikel 2. — **Schiedsrichterkandidaten** sind diejenigen federierten F.L.B.B.-Mitglieder, die von ihren Vereinen als Schiedsrichterkandidaten gemeldet werden oder die sich selbst als Schiedsrichterkandidaten anmelden. Selbstverständlich können auch neutrale, federierte Mitglieder als Schiedsrichterkandidaten aufgenommen werden.

Artikel 3. — **Geprüfte Schiedsrichterkandidaten** sind diejenigen Schiedsrichterkandidaten, die nach Absolvierung eines Schiedsrichterkurses die vom Sch.-A. der Sch.-V. abgehaltene provisorische Prüfung bestanden haben und im Besitz der diesbezüglichen Bescheinigung sind. (Siehe Artikel 14 und 15 des Reglementes der Sch.-V.)

Artikel 4. — Die Bewerber für den Rang eines **Schiedsrichters II. Klasse** müssen folgende Leistungen mit Erfolg absolviert haben:

- a) die provisorische Schiedsrichterprüfung.
- b) ein theoretisches Examen und
- c) ein praktisches Examen.

Artikel 5. — Das theoretische Examen (II. Klasse) kann schriftlich oder mündlich gemacht werden. Es kann auch schriftlich und mündlich abgehalten werden. Dieses theoretische Examen besteht in der Wiederholung der Basket-Ball-Regeln.

Das praktische Examen (II. Klasse) besteht in der Leitung von zwei Wettspielen.

Artikel 6. — Die Bewerber für den Rang eines **Schiedsrichters I. Klasse** müssen bereits Schiedsrichter II. Klasse sein. Sie müssen ferner ein neues theoretisches Examen und ein neues praktisches Examen absolvieren.

Artikel 7. — Das zweite theoretische Examen (I. Klasse) setzt gründliche Kenntnisse und Auslegung der Basket-Ball-Regeln, sowie

deren Anwendung voraus, ferner gründliche Kenntnisse der Spielordnungen und der Reglemente der Schiedsrichter-Vereinigung.

Das zweite praktische Examen (I. Klasse) besteht wieder in der Leitung von zwei Wettspielen.

Artikel 8. — Schiedsrichter I. Klasse kann man erst werden, wenn man wenigstens 30 Wettspiele geleitet hat.

Artikel 9. — Für den Grad eines internationalen Schiedsrichters müssen die Bewerber Schiedsrichter I. Klasse sein und sich einem neuen theoretischen und praktischen Examen unterziehen.

Das dritte theoretische Examen (In. Sch.) erfolgt auf der Grundlage eines Programmes, das von dem Sch.-A. festgelegt wird.

Das dritte praktische Examen (Int. Sch.) besteht in der erfolgreichen Leitung eines internationalen Freundschaftsspielles und eines internationalen Länder- oder Turnierspielles.

Artikel 10. — **Übergangsbestimmung.** — Schiedsrichter, die die obigen Bedingungen bei Inkrafttreten dieses Reglementes erfüllen und bei denen eine lange erfolgreiche Praxis Gewähr leistet, können, wenn sie wenigstens 50 Spiele erfolgreich geleitet haben, ohne Examen die obigen Titel erhalten. Hierzu muss aber der Z.V. der F.L.B.B. sein günstiges Gutachten abgeben. Schiedsrichter, die bereits im Besitz einer diesbezüglichen Lizenz sind, behalten ihren Titel.

Artikel 11. — Die Prüfungs- und Examenkommissionen bestehen aus drei Mitgliedern des Sch.-A. Der Z.V. der F.L.B.B. kann ein oder zwei seiner Mitglieder in die Kommissionen delegieren. Diese können zusätzlich Fragen stellen und können auch ein Gutachten abgeben. Sie sind nicht stimmberechtigt.

Artikel 12. — Zu den praktischen Examina werden nur diejenigen Kandidaten zugelassen, welche die theoretischen Examina mit Erfolg bestanden haben.

C) Aufgaben und Pflichten der Schiedsrichter, Anschreiber und Zeitnehmer.

I. Für Schiedsrichter.

1) Der Schiedsrichter muss sich rechtzeitig in der Ortschaft einfinden, in der das vorgesehene Spiel stattfinden soll. Zur Anfahrt benutzt er die Eisenbahn, die Trambahn, das Autobus, das Automobil, das Fahrrad oder sonst eine Transportgelegenheit. Er hat jederzeit, selbst wenn er zu Fuss ginge, **Recht** auf eine Entschädigung, die dem Preise einer Hin- und Rückfahrkarte auf der Eisenbahn in der III. Klasse entspricht.

2) Der Schiedsrichter muss sich ein **eigenes Ankleidezimmer** zur Verfügung stellen lassen. Dies muss verschliessbar sein. Art. 23 der Spielordnung lautet folgendermassen: «Zu jedem Wettspiel hat der Platzverein dem Schiedsrichter, sowie der gegnerischen Mannschaft je ein **verschliessbares Zimmer** zum Umkleiden zur Verfügung zu stellen, welches sich auf dem Felde selbst oder in unmittelbarer Nähe desselben befinden muss, und ihnen den **Schlüssel zu demselben aus-händigen**. — Den Schiedsrichtern ist ein Zimmer bereit zu stellen in einem Hause oder Ort, wo keine Vereinsmannschaft sich umzieht. Ist das Zimmer nicht verschlossen, so wird der Platzverein für eventuelle Entwendungen verantwortlich gemacht. — Die Platzpolizei muss durch den Platzverein ausgeübt werden. — Der Zugang zu den Auskleideräumen ist unbefugten Personen verboten.»

3) Fünfzehn (15) Minuten vor dem festgesetzten Spielbeginn (Der Spielbeginn wird vom Z.V. festgelegt und steht auf der «Convocation» des Sch.R.) muss der Sch.R. auf dem Spielfelde sein.

4) Er muss folgende Uniform tragen: Basket-Ball-Schuhe oder Tennisschuhe oder Turnpantoffeln, eine lange weisse oder helle Hose und ein weisses Hemd mit kurzen Ärmeln. Auf der linken Brustseite trägt er das Wappen der Sch.-V.

Bemerkung: Da die Anschaffung dieser Uniform auf grosse finanzielle Schwierigkeiten stösst, wird sie nicht sofort obligatorisch gemacht. Es ist aber wünschenswert, dass nach und nach alle Schiedsrichter diese Uniform tragen. Das Wappen wird vom Comité d'Arbitrage beschafft. (Bitte Artikel 1, Abschnitt 2 des Kap. III der Spielregeln nachlesen.)

5) Der Sch.R., ehe er irgend eine Tätigkeit aufnimmt, muss sich den **Platzdelegierten** vorstellen lassen. Dieser muss seinen Namen angeben, seine Lizenz vorzeigen und eine weisse Armbinde am linken Oberarm tragen. Fehlt der Platzdelegierte oder trägt er keine weisse Armbinde, so muss der Sch.R. das dem **Verbandsgericht** melden, das dann eine Strafe **verhängt**.

6) Der Platzdelegierte muss sich den Anordnungen des Schiedsrichters fügen. Auf Seite 35 der Spielregeln steht: «Parmi les dirigeants, distinguons le dirigeant (Platzdelegierte) proprement dit **Personnel appartenant à la direction** d'un club et le manager. (Der Platzdelegierte muss lizenziert sein.) Le dirigeant doit assurer ou faire assurer la police de son terrain. Il doit toujours intervenir pour assurer aide et protection aux personnes qui s'occupent d'un match et notamment à l'arbitre. Son inertie, en cas d'incidents, peut amener la suspension du terrain de son club indépendamment des sanctions qu'il peut lui-même encourir si sa responsabilité est engagée. Il doit toujours y avoir un dirigeant de permanence dans les matches. A défaut, le manager ou le capitaine lui supplée.» — Der

Platzdelegierte muss dem Schiedsrichter dauernd zur Verfügung stehen. An ihn wendet sich der Sch.R., wenn er etwas am Spielfelde, am Material oder sonstwie etwas zu beanstanden hat. Der Platzdelegierte muss sich immer anständig gegenüber dem Sch.R. benehmen.

7) Der Sch.R. ist verpflichtet, sich den **Samariterkasten** vorzeigen zu lassen. Selbstverständlich muss der Z.V. uns zu wissen tun, was in dem Kasten sein muss.

8) Der Sch.R. muss das Spielfeld in Augenschein nehmen und kontrollieren. Er sieht nach, ob das **Terrain** eben ist, gezeichnet gemäss den Regeln des Kap. I der Spielregeln und ob es spielbar ist. Der Sch.R. entscheidet über die **Spielbarkeit** eines Feldes.

9) Der Sch.R. untersucht, ob das **Spielmaterial** und die **Spielgeräte** in gutem Zustande sind. Er schaut z.B. nach, ob die Poteaux fest stehen, ob die Netze fest sind, ob sie nicht zerrissen sind, ob die Bälle (Nach Artikel 20 der Spielordnung muss der Platzverein 2 Bälle, der Gastverein einen Ball zur Verfügung stellen) brauchbar sind, richtig luftgefüllt und in genügender Zahl vorhanden sind. Wenn der Sch.R. es verlangt, muss der Platzdelegierte die von ihm gewünschten Nachmessungen vornehmen lassen. Dies muss vor dem Spiel geschehen.

Wenn im Laufe des Spieles z.B. der Sch.R. findet, dass die Linien nicht mehr gut gezeichnet sind, muss auf seine Aufforderung hin der Platzdelegierte diesen Mangel sofort beheben.

10) Der Sch.R. lässt sich den Zeitnehmer und den Anschreiber vorstellen. Diese müssen lizenziert sein und die Lizenz vorzeigen. Bei Fehlen der Lizenzen dieser beiden, sowie des Pl.D. zieht der Sch.R. je 5 Franken Strafe ein oder gibt Meldung darüber ab. Der Sch.R. verständigt sich vor dem Spiel mit dem Anschreiber und Zeitnehmer über das genaue Ausführen ihrer Tätigkeit während des Spieles. So vereinbaren sie z.B. welches Zeichen der Sch.R. gibt, wenn besonders gestopt werden soll. Der Sch.R. macht z.B. mit dem rechten Zeigefinger Kreisbewegungen zum Tisch hin. Der Schiedsrichter lässt sich den Chronometer zeigen und die Signalpfeife, die einen anderen Ton wie die seine haben muss.

Wenn der Z.V. keine Neutralen für diese Funktionen bestimmt, wird der Anschreiber vom Platzverein gestellt und der Zeitnehmer vom Gastverein. Der Platzverein muss den Chronometer stellen.

11) In genügender Zeit vor dem offiziellen Spielbeginn muss der Sch.R. die Lizenzen der Spieler kontrollieren. Er lässt sich von jeder Mannschaft die Lizenzen geben, kontrolliert sie auf ihre Richtigkeit und ihre Gültigkeit und lässt den Kapitän die einzelnen Spieler vorstellen. Fehlt eine Unterschrift auf der Lizenz oder ist sonst eine Unregelmässigkeit vorhanden, so zieht der Sch.R. 5 Franken pro Un-

regelmässigkeit ein. Wenn nicht, muss er die Fälle signalisieren. Die eingezogenen Strafen führt er an den Kassierer der F.L.B.B. ab.

Der Sch.R. schaut nach, ob alle Spieler eine ordentliche Uniform tragen. Vorne Nummern und hinten Nummern nach den Vorschriften. Vorschriftsmässige Fussbekleidung. Keine Haken an der Schuhbekleidung. Die Spieler müssen die Hände vorzeigen. Der Sch.R. darf niemanden spielen lassen, der eine Uhr, einen Ring (ausser Ehering), einen Armband, oder gl. trägt. Der 2. Absatz des Art. 2 des Kap. III der Spielregeln lautet: «Les arbitres ne doivent pas permettre aux joueurs de porter des accessoires durs, qui pourraient être dangereux pour les autres joueurs, bagues, montres, crampons ou barettes aux chaussures, genouillères rigides, bracelets de cuir etc.» Die Spieler dürfen auch keine zu langen Fingernägel haben.

12) Der Sch.R. muss sich vergewissern, dass alle Spieler auf dem Anschreibblock mit allen erforderlichen Angaben aufgeschrieben sind.

13) Er muss den Kapitän einer jeden Mannschaft vorgestellt bekommen.

14) Wenn der Kapitän vom Spielfeld geht aus irgend einer Ursache (4 persönliche Fehler oder durch **Changement**), dann muss ein anderer Spieler Kapitän genannt werden.

15) Der Sch.R. muss sich vor dem Spiel den Mann vorstellen lassen, der die Ersetzungen vornimmt: entweder ist das der Manager oder der Kapitän. Ist dieser einmal bestimmt, dann kann kein anderer das mehr vornehmen. Der Manager dirigiert die Ersetzungen von aussen, der Kapitän von innen.

16) Die Sch.R. müssen darauf achten, dass weder der P.D. noch der Manager mit den Spielern im Felde spricht. Das ist jedes Mal ein technischer Fehler.

17) Schon vor Beginn des Spieles muss der Platzdelegierte dem Sch.R. unaufgefordert zwei frankierte Umschläge übergeben, in denen dieser nach dem Spiel die regelrecht ausgefüllten Sch.-Bogen einsendet.

18) Unaufgefordert muss der Platzdelegierte schon vor dem Spiel dem Sch.R. die ihm zustehenden Entschädigungen auszahlen und zwar: den Preis einer Hin- und Rückfahrkarte III. Klasse (Eisenbahn) und pro Spiel 40 Franken. Hat der Schiedsrichter sich deplaciert und es findet durch forfait kein Treffen statt, dann muss dem Schiedsrichter trotzdem die Reise bezahlt werden und die Entschädigung für ein Spiel.

19) Der Sch.R. kann Reserven formulieren und der Kapitän. Siehe für dieses Kapitel Seite 36 der Spielregeln. Die Reserven der Kapitäne können nur vor dem Spiel gemacht werden. Der Sch.R.

allein hat das Recht, die Reserven bez. Spieler, Spielfeld und Material auf den Bogen zu schreiben, eventuell unter Diktat des betr. Kapitäns. Die beiden Kapitäne unterschreiben und dann erst der Sch.R. Praktisch ist es so zu handhaben, dass der andere Kapitän einen Satz schreibt, wie er die Sache sieht oder erklärt und diesen Satz unterschreibt.

20) Das Spiel selbst muss pünktlich zum festgesetzten Zeitpunkt beginnen. Nach einer Wartezeit von 15 Minuten erfolgt seitens des Sch.R. die Forfait-Erklärung, wenn eine Mannschaft nicht antritt. Der Sch.R. soll den Ball aber zuerst in der Mitte anwerfen. Es ist aber wünschenswert, eine Wartezeit von 40 Minuten zuzugestehen, wenn es möglich ist, dass irgend eine Ursache das rechtzeitige Anfahren verhindert hat (Auto). Auf der Gen.-Vers. vom 26. Januar 1947 wurde in der Spielordnung folgender Artikel 10 beigefügt: **«Wenn von zwei Mannschaften eine Mannschaft forfait macht, dann kann es nur die II. Mannschaft sein. In jedem Fall wird das einzig ausgeführte Treffen das der A-Mannschaft sein.»**

21) Der Sch.R. pfeift das Spiel an, den Ball aus, alle Fehler, leichte und schwere, persönliche, technische, disqualifizierende usw. Er bestimmt, wenn nötig, den der den Einwurf machen muss. Bei Tor muss der Sch.R. zuerst den Ball bekommen und wirft ihn einem Spieler der Mannschaft zu, der den Ball einwerfen muss. Dieser Einwurf muss immer gepfiffen werden. Er diktiert temps mort, anerkennt Ersetzungen. Er muss sie anerkennen, denn kein Spieler darf aus dem Feld und ins Feld ohne seine Zustimmung. Sonst technischer Fehler.

Der neu eintretende Spieler darf mit keinem Spieler sprechen, bis das Spiel wieder angefangen hat. Sonst technischer Fehler. Allerdings können seine Mitspieler ihm irgendeine Instruktion geben.

22) Der Sch.R. darf nur Einwende (Reserven) und Reklamationen vom Kapitän entgegennehmen. Dies muss in ruhiger, sachlicher und fairer Weise geschehen, und zwar so, dass die anderen Spieler nicht daran beteiligt sind. Tut der Kapitän dies in frecher Weise, z.B. so, dass er den Sch.R. dem Spotte der Zuschauer oder der Spieler preisgibt, dann kann der Sch.R. einen technischen Fehler verhängen und braucht die Reklamation nicht zu berücksichtigen.

Jede Reklamation muss auf diese Weise und bei der ersten normalen Unterbrechung des Spieles geschehen. Nach dem Spiel muss sie vom Sch.R. auf den Bogen geschrieben werden. Wieder unterschreiben beide Kapitäne und dann der Sch.R. Der Sch.R. muss die Reklamation niederschreiben, wenn alle Vorbedingungen erfüllt sind.

Der reklamierende Verein muss binnen 24 Stunden einen Bericht durch eingeschriebenen Brief an das Verbandsgericht einreichen un-

ter Beifügung oder gleichzeitiger Überweisung einer Reklamantengebühr von 50 Franken. Bei Annahme des Protestes wird diese Summe zurückbezahlt.

23) Der Sch.R. hat das Recht, technische Fehler für Unsportlichkeit der Supporter oder der Zuschauer zu verhängen. Dieser Fehler wird dem Kapitän der betr. Mannschaft angekreidet. Dieser Freiwurf kann von einem x-beliebigen Spieler ausgeführt werden.

24) Bei einem technischen oder persönlichen Fehler, ruft der Sch.R. die Nummer des schuldigen Spielers und zeigt mit den Fingern der rechten Hand, wieviel Freiwürfe zu erfolgen haben. Er ruft dann die Nummer des Spielers, der den Treffer erzielt hat und zeigt wieder auf dieselbe Weise ob ein Punkt oder zwei Punkte gefallen sind.

25) Bei Ende der ersten Halbzeit muss der Sch.R. den Schiedsrichterbogen prüfen und das Resultat der ersten Halbzeit bekanntgeben. Ebenso am Ende der zweiten Halbzeit, also am Ende des Spieles.

26) Die Pause dauert 10 Minuten. 3 Minuten vor deren Schluss muss der Zeitnehmer dreimal kurz pfeifen.

27) Der Sch.R. unterschreibt als letzter auf dem Bogen. Er nimmt das Original und eine Abschrift an sich und lässt dieselben am gleichen Tage mit Hilfe der ihm ausgehändigten frankierten Enveloppen an den Sch.A. und den Verbandsgerichtspräsidenten abgehen.

28) Hat der Sch.R. einen Spieler wegen faute disqualifiante des Feldes verwiesen, muss er einen begründeten kurzen Bericht über die Ursache dieser seiner Decision dem Bogen beifügen.

29) Der Sch.R. ist der wichtigste Mann im Spiel. Er darf sich durch nichts beeinflussen lassen und muss darauf besorgt sein, immer die Autorität in der Hand zu behalten.

30) Er soll sich niemals mit dem Publikum abgeben. Ist das Publikum zu frech, dann soll er den Pl.D. davon in Kenntnis setzen und, wenn das nichts hilft, das Spiel abbrechen.

31) Der Sch.R. hat auch keine Diskussionen mit den Spielern zu führen.

32) Der Sch.R. muss vor allem gerecht und unparteiisch sein. Ungerechte und parteiische sowie unfähige Schiedsrichter werden abgesetzt werden.

B) Anschreiber.

- 1) Der Anschreiber (marqueur) wird vom Platzverein gestellt.
- 2) Der Anschreiber muss über eine Signalpfeife verfügen, deren Ton von dem der Schiedsrichterpfeife abweicht. Es wird deshalb vorgeschrieben, dass sie zwei Pfeifen vorlegen müssen, eine mit einem tiefen und eine mit einem hohen Ton. Die Pfeife kann ersetzt werden durch eine Pistole, einen Gong oder dergleichen mehr.
- 3) Der Anschreiber muss eine F.L.B.B.-Lizenz haben und vorweisen können.
- 4) Der Anschreiber führt den Anschreibeblock gemäss den Vorschriften. Er notiert die Spieler mit Namen, Vornamen, Lizenznummer und Spielernummer. Der Name des Kapitäns ist zu unterstreichen.
- 5) Der Anschreiber vermerkt mit einem senkrechten Strich (|) die fünf Spieler, die das Spiel beginnen und die dann im Laufe des Spieles eintreten. Er vermerkt mit einem waagerechten Strich den Ausgang eines Spielers (—). Daraus ergibt sich dann hinter den Namen eines Spielers, der zum ersten Mal ersetzt wird ein +.
- 6) Der Anschreiber vermerkt die Punkte:
Korb aus dem Spiel = x; Freiwurf ohne Erfolg = 0; Freiwurf mit Erfolg = Ø; 2 Freiwürfe mit zwei Erfolgen = ⊗.
- 7) Der Anschreiber vermerkt hinter den Namen der betr. Spieler, in der dafür bestimmten Kolonne, die begangenen Fehler:
Persönliche Fehler mit einem Freiwurf im Gefolge = p1, p2, p3, p4. Mit zwei Freiwürfen im Gefolge = P1, P2, P3, P4. Technische Fehler mit einem Freiwurf im Gefolge = t1, t2, t3, t4. Mit zwei Freiwürfen im Gefolge = T1, T2, T3, T4, usw. Disqualifizierende Fehler = pD oder PD.
- 8) Der Anschreiber muss den Namen des Spielers austreichen, der wegen vier persönlicher Fehler oder wegen faute disqualifiante vom Felde musste.
- 9) Der Anschreiber pfeift bei Spielerersetzungen. Er muss dafür eine normale Spielunterbrechung abwarten, wenn die Ersetzung von einem Manager beantragt wird.
- 10) In folgenden Fällen kann und muss er sofort ins Spiel eingreifen, ohne eine normale Unterbrechung abzuwarten:
 - a) Wenn ein Spieler ohne Anmeldung ein oder ausgeht.
 - b) Wenn ein Spieler 4 persönliche Fehler hat.
 - c) Wenn ein Spieler zum 4. Male ins Feld einträte.
 - d) Wenn eine Mannschaft eine 4. Auszeit fragen würde.
 - e) Wenn seine Pfeife versagen würde.
- 11) Der Anschreiber durchstreicht im «Laufenden Ergebnis» die eingezeichneten Felder mit schrägen Strichen, rechtsstehenden für die

I. Halbzeit, linksstehenden Strichen für die II. Halbzeit. / Siehe Muster auf Seite 57 der Spielregeln.

12) Der **Markierer** addiert für eine jede Halbzeit die Punkte, deren Total das **Endergebnis** ergibt.

13) Der **Anschreiber** muss alle Eintragungen mit Tintenstift machen und sie sorgfältig und ohne Durchstriche oder Radierungen ausführen.

14) Der **Anschreiber** untersteht dem Schiedsrichter.

G) Zeitnehmer.

1) Der **Zeitnehmer** (Chronométréur) untersteht dem Schiedsrichter.

2) Er wird vom **Gastverein** gestellt. Die Uhr oder der Chronometer vom **Platzverein**, wenn der **Gastverein** keinen mitbringt.

3) Er muss die Spielzeit kontrollieren: 20 x 2 Minuten.

4) Er gibt das Zeichen für den Spielbeginn und für den Spielschluss.

5) Er stoppt und addiert die verloren gegangene Zeit:

a) bei Spielerersetzungen, die in 30 Sekunden erfolgt sein muss; sonst temps mort mit einer Minute.

b) bei regelrechten «temps mort» eine Minute Pause.

c) bei persönlichen, technischen, disqualif. Fehlern die Zeit vom Piff für Fehler bis zum Anwurf nach Treffer, oder, wenn kein Treffer erfolgt ist, bis der Ball das Körbchen fehlt.

d) bei den vom Schiedsrichter dekretierten Unterbrechungen.

6) Nach der Pause und nach einem temps mort meldet der Zeitnehmer das Ende dieser Zeit an 5 Sekunden vorher und zählt laut: 5, 4, 3, 2, 1, 0. Bei Null pfeift der Schiedsrichter das Spiel wieder an.

7) Drei Minuten vor Schluss der 10-Minuten-Pause pfeift er dreimal kurz, um den **Kapitänen** zu sagen, dass das Spiel in drei Minuten wiederbeginnt.

8) Sollte nach Wiederbeginn eine **Mannschaft** in einer Minute nicht angetreten sein, dann pfeift er wieder, und der Sch.R. erklärt forfait.

9) Der **Zeitnehmer** pfeift das Spiel ab. Aber der **Schlusspiff** des Schiedsrichters kündigt erst das Ende des Spieles an. Dieser Piff erfolgt sofort nach dem des Zeitnehmers. Fällt dazwischen **Körbchen**, zählt es, wenn der **Ball** aus den Händen des **Wurfenden** vor dem Zeichen des Zeitnehmers ist, sonst nicht. **Schiedsrichter** ist **massgebend**.

